

è stata guidata da Tancredo Neves (storico leader del pp) e José Sarney (presidente del pds fino al giugno 1984).

Come in altre difficili congiunture politiche della storia brasiliana, quale ad esempio la «Rivoluzione» del 1930, sembra essere all'ordine del giorno nel 1985 un cambiamento politico di tipo trasformistico piuttosto che più decisi e compiuti processi di rinnovamento o di rivoluzione. Chiaramente, le élites politiche civili di centro-destra e centro-sinistra, alleate con i militari e con la tecnoburocrazia «progressista», hanno preso il controllo del governo dietro l'apparenza di una «coalizione» con gruppi di sinistra che al momento non sono in grado di fare scelte diverse. Comunque, resta da vedere se un tale «trasformismo» potrà reggere alle tensioni delle elezioni generali del 1986, dell'Assemblea Costituente del 1987 e delle elezioni dirette del 1988 (le prime dopo ventotto anni).

(Traduzione dall'inglese di Carlo Baccetti).

*Brasilia, agosto 1985*

## MUTATION SOCIO-ECONOMIQUE ET CHANGEMENT POLITIQUE D'UNE VILLE EN FRANCE. LE CAS DE GRENOBLE

par JACQUES JOLY et ALAIN JOURDAN

La victoire de la liste d'opposition «Ensemble Grenoble» d'Alain Carignon aux élections municipales du 6 mars 1983 est-elle la rupture d'une «tradition de gauche» dans la capitale du Dauphiné? Le caractère exemplaire maintes fois souligné d'une gestion municipale dynamique ancrée à gauche et accompagnant un développement urbain rapide s'est-il transformé en 1983 en symbole de la reconquête entreprise par la Droite? Avant l'alternance municipale de mars 1983, l'évolution du comportement politique de Grenoble, analysée à partir des résultats de diverses consultations électorales, permet de mieux comprendre le changement, c'est-à-dire le passage à droite d'une ville considérée comme acquise à la gauche, et en particulier au Parti Socialiste. Acquise à la gauche? Sans aucun doute depuis 1965 et «l'expérience Dubedout». Mais nettement orientée à gauche? C'est une réponse plus nuancée qu'il faut apporter.

Malgré les caractères propres à chacune des consultations électorales qui se déroulent sur une longue période dans une ville, il est certain que des constantes apparaissent dans le comportement politique de ses habitants. Les études de sociologie électorale ont montré que l'électeur et l'électrice ne votent pas de la même manière lors d'un référendum, d'une élection présidentielle, de l'élection d'un député, ou lors des élections locales. Les enjeux nationaux ont toujours un impact important, surtout dans les grandes villes où ils influencent les résultats.

Pourtant, sur une longue période, les villes ont une orientation dominante, due à divers facteurs qui se sont mêlés au cours de leur histoire: personnalités locales, ou familles fortement implantées, disposant d'un crédit personnel important, emprise d'un parti sur la majorité de la population, etc. On remarquera par exemple que dans de nombreuses élections partielles récentes, à la suite du décès d'un élu, ce sont souvent le fils, la fille ou l'épouse qui se présentent et sont élus dans la plupart des cas (surtout dans les petites communes ou dans les cantons). La composition et l'évolution de la démographie de la ville ont ici une influence déterminante. C'est pourquoi cette étude tentera de confronter les changements intervenus dans la population grenobloise aux changements politiques. Dans ce premier travail, nous dresserons un tableau général de ces deux évolutions, puis nous tenterons, dans une étude ultérieure, de mesurer l'influence des facteurs démographiques, économiques et sociaux en entrant dans le détail de l'analyse des quartiers.

### 1. Décroissance et vieillissement de la population

Après avoir connu une progression très rapide de sa population lors des années soixante, la commune de Grenoble comme la quasi-totalité des villes-centre est entrée depuis le milieu de la décennie soixante dix dans une phase de régression démographique. Pour la première fois de son histoire récente, la cité dauphinoise enregistre une perte d'habitants. Celle-ci avoisine 10.000 personnes de 1975 à 1982. La raison essentielle de ce retournement de situation est à rechercher dans le renversement des flux migratoires: le mouvement des départs est supérieur à celui des arrivées.

La réduction du volume des arrivées se manifeste d'abord par un tarissement notable du courant d'immigration étrangère pourtant ici traditionnellement étoffé depuis le début du siècle. De 1975 à 1982, l'apport venu de l'extérieur du pays n'a été que de 3.000 individus, soit 6% de toutes les arrivées, alors que de 1968 à 1975 l'immigration étrangère avait fourni un nouveau grenoblois sur cinq! Ce ralentissement, dû aussi pour partie aux nombreuses naturalisations intervenues en France depuis 1981, est en convergence avec les tendances nationales, tout comme la diminution des arrivées depuis les régions rurales, les Alpes et la vallée du Rhône, qui enregistrent une amélioration récente de leur situation démographique.

Bien que la structure des âges reste légèrement plus jeune que celle d'autres grandes villes du fait de l'intensité de l'apport migratoire du passé récent, l'accroissement du vieillissement général de la population est une des conséquences les plus manifestes du mouvement de régression démographique. L'âge moyen des grenoblois est aujourd'hui de 36,5 ans, il a augmenté d'un an depuis 1975. En comparaison, les communes de la banlieue industrielle la plus proche (St. Martin-D'Herès, Fontaine, Echerolles) plus ouvrières, sont aussi plus jeunes: Echerolles atteint juste 30 ans.

Désormais, seulement un quart de la population communale a moins de 20 ans, contre 27% en 1975, et parallèlement le poids des personnes âgées, de plus de 65 ans, tend à augmenter, passant de 12,6% à 13,4%. A

TABEAU 1 - Evolution de la population municipale.

	1954	1962	1968	1975	1982
Commune de Grenoble	111.371	155.677	161.240	165.746	156.530
Agglomération grenobloise (32 communes)	178.963	259.237	329.598	387.353	390.849

Source: INSEE.

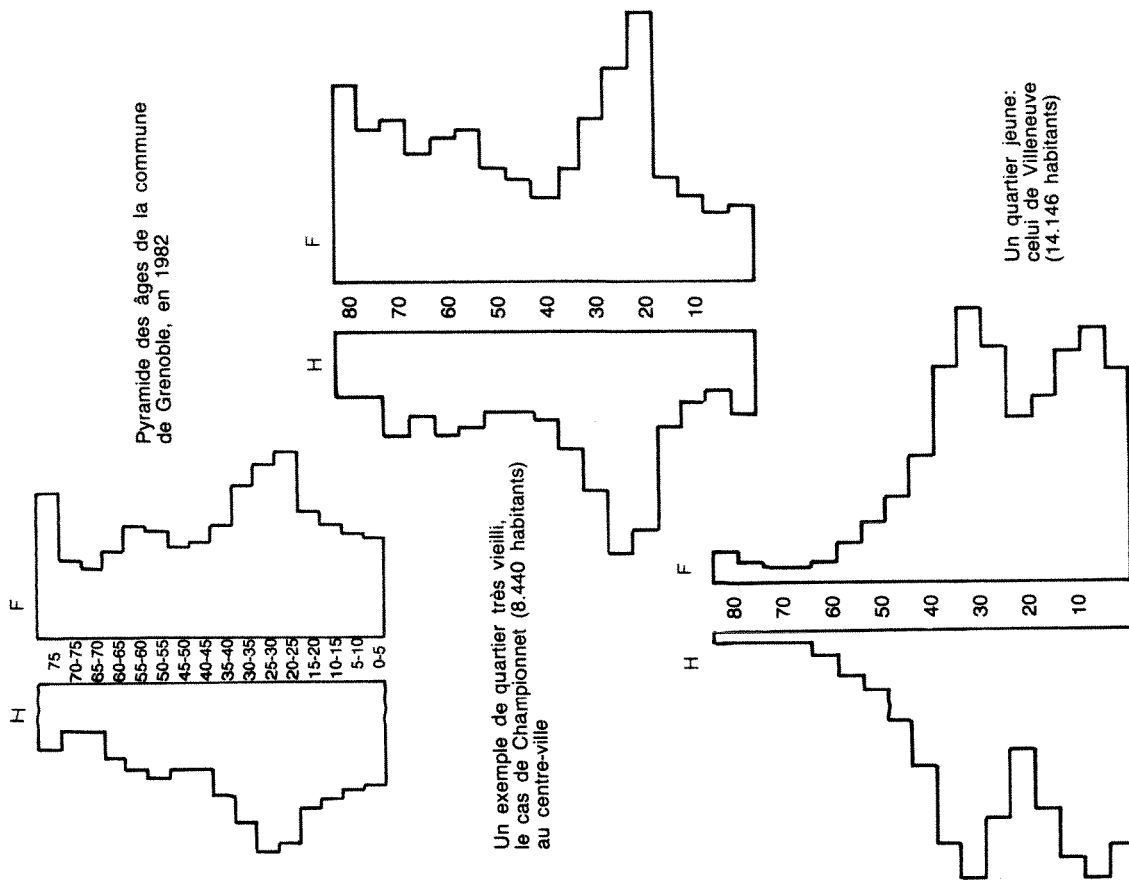


Fig. 1 - La disparité des situations démographiques de quelques quartiers de Grenoble.

Source: Agence d'Urbanisme.

moyen terme, le vieillissement ne peut que tendre à s'accroître du fait de la présence fournie des tranches d'âge de 50 à 60 ans, constituées par la première vague importante d'immigration des années cinquante. La moindre mobilité géographique va de pair avec le vieillissement: la comparaison des résultats des deux derniers recensements permet d'estimer à 65% le nombre d'habitants qui n'ont pas bougé de la commune et ont vieilli sur place, 30% ayant quitté la ville et 5% étant décédés. La situation démographique actuelle est donc radicalement différente de celle des années soixante où l'apport continu et massif de nouveaux venus contribuait à rajeunir la population.

Si aucun quartier de la ville n'échappe à la tendance au vieillissement, leurs structures par âge montrent de grands écarts de comportement. L'opposition majeure se situe entre la ville ancienne et la zone d'urbanisation récent du sud de la commune. *Les quartiers anciens*, qui enregistrent la plus forte perte d'habitants, encore qu'elle soit en légère diminution par rapport à la période 1968-1975, présentent des pyramides d'âge où la proportion des moins de 20 ans est égale ou inférieure même à celle des plus de 65 ans. Tel est le cas de la plupart des quartiers «hausmanniens» ainsi que de ceux construits pendant l'entre-deux-guerres (Championnet).

En revanche, *les quartiers récents du sud* constituent le grand réservoir de jeunes de la ville. C'est ainsi que la Villeneuve, grand ensemble édifié entre 1972 et 1982, qui ne concentre qu'environ 10% de la population communale (14.150 habitants) regroupe 18% des moins de 15 ans de Grenoble. En 1982, les jeunes de moins de 20 ans représentaient 43% de la population, contre seulement 3% pour les plus de 65 ans. Une structure similaire se retrouve dans les quartiers les plus prolétaires, comme à Mistral (3.575 habitants) ou Teisseire (3.750) dans lesquels joue étroitement la corrélation: jeunesse de la population, familles nombreuses, forte présence étrangère et situation socio-économique parmi les plus difficiles (chômage notamment).

## 2. Les modifications de la structure sociale

Grenoble a été souvent présentée comme un des lieux d'émergence historique des couches moyennes en France et un des points forts de leur implantation. Il est indéniable que leur effectif y est plus étoffé que dans la plupart des grandes villes du pays. Toutefois, la structure sociale locale n'a jamais été monolithique et se présente plutôt sous une forme duale, associant aux cadres et techniciens, une classe ouvrière, qui bien qu'en décroissance, a toujours joué un rôle majeur. Par ailleurs, la crise à laquelle la ville n'a pas échappée, même si son économie résiste mieux que d'autres, tend à y imposer les mêmes dures contraintes que sont la sous-

TABLEAU 2 - Evolution de la structure sociale de la commune et de l'agglomération.

Catégories socio-professionnelles (selon l'INSEE)	1968		1975		1982 (résultats provisoires)	
	Commune	Agglomération	Commune	Agglomération	Commune	Agglomération
	Patrons de l'industrie et de commerce	9,1%	8,0%	6,9%	6,3%	5,5%
Professions libérales et cadres supérieurs	11,0%	8,9%	12,6%	11,0%	14,4%	12,7%
Cadres moyens	16,6%	15,3%	17,3%	18,0%	18,8%	18,7%
Employés	20,5%	17,7%	22,5%	21,7%	25,3%	24,4%
Ouvriers	35,0%	41,6%	32,8%	37,3%	27,3%	32,3%
Personnel de service	5,6%	5,1%	6,0%	5,1%	6,7%	6,2%
Autres	2,1%	3,3%	1,8%	0,6%	2,0%	0,3%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: INSEE et AURG.

qualification, le travail précaire, les rémunérations faibles, le chômage, voire la marginalisation sociale.

La lecture de l'évolution des catégories socio-professionnelles peut donner l'illusion que la baisse de l'effectif ouvrier est, à peu de choses près, compensée par une expansion de celui des employés et des cadres moyens, mais la substitution n'est que statistique et ne se présente pas sous la forme d'une phénomène de capillarité sociale généralisé. En réalité, le dégonflement continu des emplois masculins de production, consécutif à la sévère régression de certaines branches industrielles, alié-ment d'abord la population inactive ou au chômage. C'est ainsi que le nombre de retraités s'est considérablement accru ces dernières années. Parallèlement, se réalise une accession, tout autant continue, des femmes à certains métiers, en particulier dans le tertiaire. Mais si ce secteur, désormais féminisé à environ 50%, a vu se développer des emplois de cadres, d'enseignants, etc..., il a été surtout gonflé d'emplois manuels (nettoyage, hôpitaux, télécommunications...) et la nouvelle division du travail n'a pas, loin s'en faut, toujours amélioré les conditions de vie et de rémunération de cette nouvelle main-d'oeuvre féminine.

Le déclin de l'effectif ouvrier ne peut donc pas être uniquement interprété comme un signe de la montée en puissance des couches moyennes. Le clivage majeur que la crise tend à imposer est celui qui oppose une sphère de population bien intégrée au travail selon ses normes classiques (sécurité de l'emploi, rémunération en correspondance avec la

qualification, etc.) à une autre, hors normes, rassemblant ceux qui quittent temporairement ou définitivement la précédente ou ne peuvent y rentrer (jeunes au chômage). Cette nouvelle configuration duale a ainsi tendance à se surajouter à l'ancienne qui reposait sur l'articulation ouvriers-cadres. Une analyse plus poussée montrerait que cette fracture passe au sein de groupes sociaux qui étaient réputés homogènes et contribue à augmenter la fragmentation de la société. Cette restructuration en cours n'est pas sans évoquer la «régénération du prolétariat» chère à la pensée du XIX<sup>e</sup> siècle.

Plus précisément, le nombre des retraités a cru à Grenoble de 50% en huit ans. En 1975, la moitié de la tranche d'âge des 60-65 ans travaillait mais du fait de l'abaissement de l'âge de la retraite, le pourcentage est aujourd'hui d'un tiers. Hors chômage, la proportion de ménages «inactifs» dépasse maintenant le tiers du total des ménages. Le taux de chômage a, quant à lui, doublé depuis 1975. C'est peut-être moins le niveau atteint — plus de 10% de la population active — qui est significatif de l'évolution sociale, plutôt que le lieu social de passage quasi-obligé qu'il devient, notamment pour les femmes et les jeunes sans diplômes, ce qui établit un déclin certain des structures sociales. Enfin, parallèlement à un taux d'activité féminin toujours en augmentation (36,6% des femmes déclarent exercer un emploi et le taux est surtout élevé entre 25 et 50 ans (66%)) s'est accentué le phénomène de femmes-chefs de ménage, signe indiscutable d'une autonomie plus grande de comportement et tout à la fois de fragilité économique des familles.

La présence de nombreux cadres moyens et supérieurs est un des traits permanents de la structure sociale grenobloise: l'ingénieur, l'universitaire, le chercheur et le technicien sont des archétypes sociaux bien représentés. Cadres moyens et supérieurs forment ensemble un tiers de la population active et l'augmentation continue de leur effectif est un trait spécifique de l'évolution sociale de la cité depuis la guerre. A eux seuls, les membres des professions intellectuelles, les ingénieurs, les cadres de la fonction publique et des entreprises représentaient près de 10.000 personnes en 1982, soit 14% de tous les actifs. Cette forte implantation va de pair avec une structure économique largement orientée vers des productions de haute technologie et la recherche.

La localisation par quartiers des diverse catégories socio-professionnelles fait ressortir une opposition majeure entre le centre et la périphérie de la ville, à deux exceptions notables près toutefois. D'une part, la vieille ville gardée, dans certains de ces plus vieux quartiers (Notre-Dame, Saint-Laurent) qui sont aussi les plus dégradés, une forte représentation populaire, voire prolétaire. D'autre part, la zone d'urbanisation récente du sud a vu s'effectuer une implantation non-négligeable de cadres et de représentants des couches moyennes, tout particulièrement à Villeneuve où les précédentes municipalités socialistes avaient recherché le moyen d'inté-

grer au mieux les diverses couches sociales entre elles. C'est dans ce même esprit d'intégration que la politique socialiste dans les vieux quartiers centraux avait cherché à maintenir sur place les populations les plus défavorisées face à la poussée continue des couches moyennes.

### 3. Les caractères de l'économie locale

L'économie de la ville-mère ne peut-être dissociée de celle de l'agglomération. En 1982, la commune de Grenoble offrait 91.760 (1) emplois sur les 172.400 que comptait l'unité urbaine constituée de 32 communes,

TABLEAU 3 - Population active résidente ayant un emploi en 1982.

Commune de Grenoble seule		Effectif	%
Agriculture		60	—
Industrie		19.880	31
	(dont bâtiment et génie civil)	(4.180)	
Tertiaire		44.460	69
	(dont commerce)	(6.940)	
	(dont transports et télécommunications)	(3.200)	
	(dont services)	(34.320)	
Total		64.400	100
Agglomération grenobloise (31 communes et Grenoble)		Effectif	%
Agriculture		60	0,5
Industrie		48.700	28,0
Bâtiment et travaux publics		12.675	7,5
Tertiaire privé		65.345	38,0
Tertiaire public et para-public		45.080	
Total		172.400	100

Source: INSEE et Cellule d'information économique de l'Isère.

(1) La différence entre le nombre d'emplois offerts (91.760) et le nombre d'emplois détenus par des résidents (64.400) est constituée par les emplois occupés par les habitants des autres communes de l'agglomération venant travailler à Grenoble.

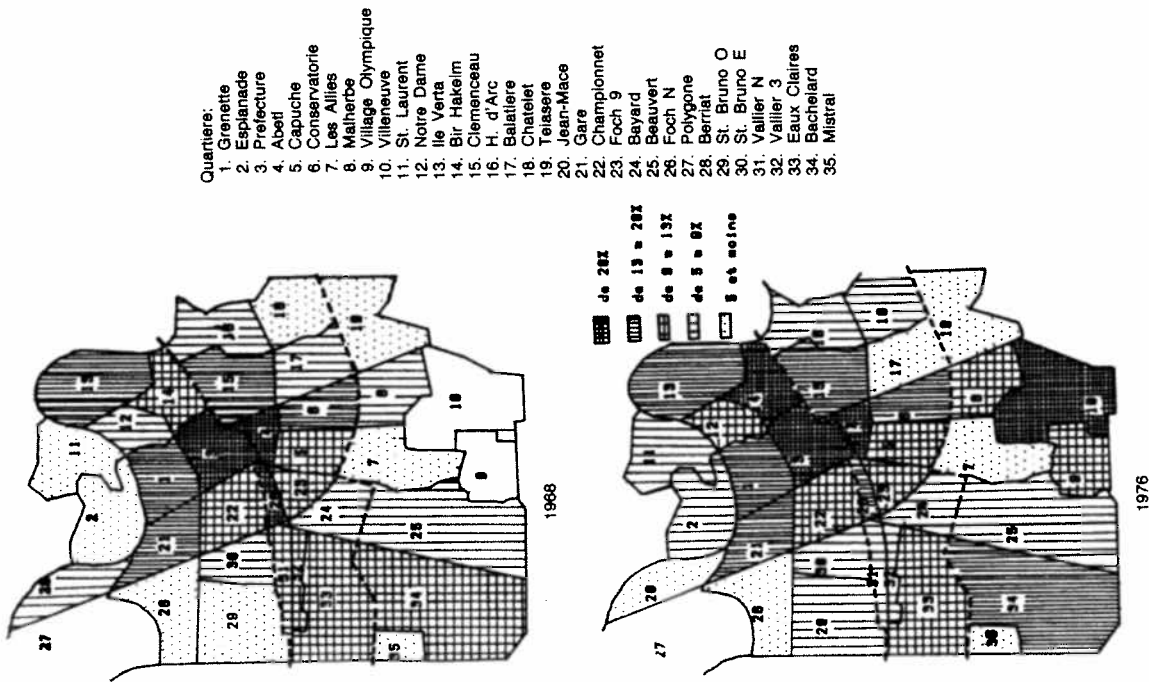


Fig. 2 - Répartition géographique des professions libérales et cadres supérieurs dans les quartiers de Grenoble en 1968 et 1976. La légende est commune aux deux croquis. On remarque la nouvelle implantation de ces catégories sociales en 1976 dans le quartier récemment construit de la Villeneuve (n. 10), au sud de la commune. (Source: J. Joly, *Revue de Géographie Alpine*, Grenoble, 1979, n. 1).

- Quartiers:
1. Grenette
  2. Esplanade
  3. Préfecture
  4. Abet
  5. Capuche
  6. Conservatoire
  7. Les Allées
  8. Malherbe
  9. Village Olympique
  10. Villeneuve
  11. St. Laurent
  12. Notre Dame
  13. Ile Verta
  14. Bir Hakelm
  15. Clemenceau
  16. H. d'Arc
  17. Balatrière
  18. Chatalet
  19. Telesere
  20. Jean-Miacé
  21. Gare
  22. Champlonnnet
  23. Foch 9
  24. Bayard
  25. Beauvert
  26. Foch N
  27. Polygone
  28. Berriat
  29. St. Bruno O
  30. St. Bruno E
  31. Vallier N
  32. Vallier 3
  33. Eaux Claires
  34. Becheillard
  35. Mistral

- Quartiers de Grenoble (secteurs de recensement)
1. Albert 1<sup>er</sup>
  2. Bachelard
  3. Balatrière
  4. Bayard
  5. Beauvert
  6. Berriat
  7. Bir-Hakelm
  8. Capuche
  9. Champlonnnet
  10. Châlet
  11. Clemenceau
  12. Conservatoire
  13. Eaux-Claires
  14. Esplanade
  15. Foch nord
  16. Foch sud
  17. Gare
  18. Grenette
  19. Ile-Verte
  20. Jean-Miacé
  21. Jeanne-d'Arc
  22. Les Allées
  23. Malherbe
  24. Mistral
  25. Notre-Dame
  26. Polygone
  27. Préfecture
  28. Saint-Bruno est
  29. Saint-Bruno ouest
  30. Saint-Laurent
  31. Tasseire-et-Marais
  32. Vallier nord
  33. Vallier sud
  34. Village

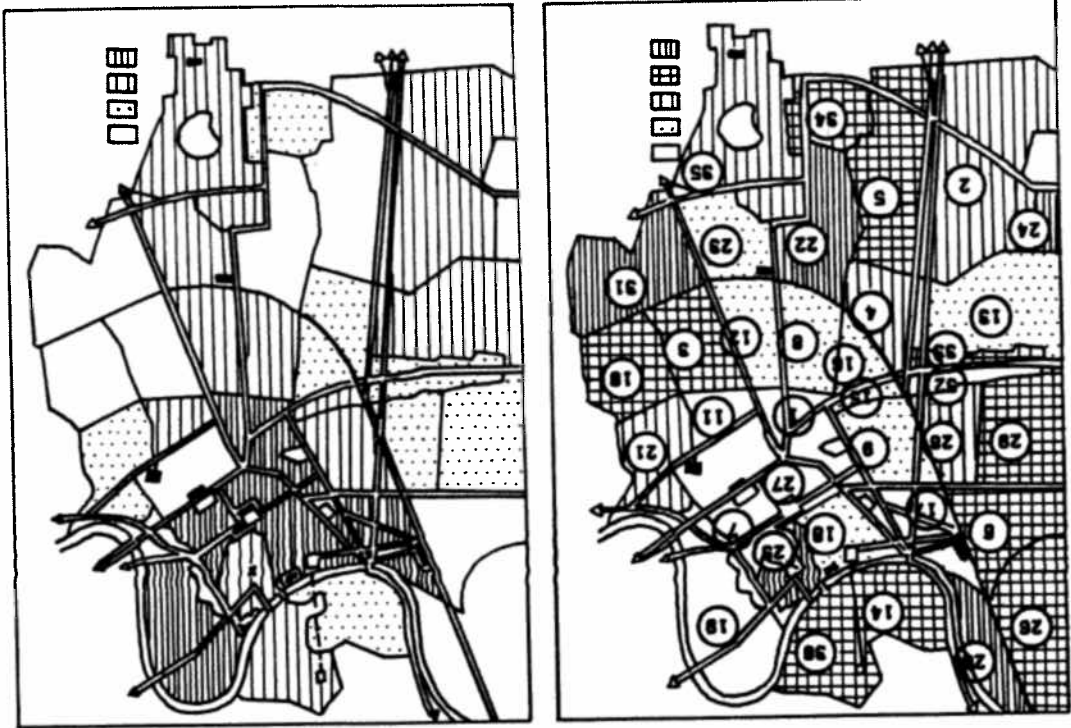


Fig. 3 - Localisation par quartiers des ouvriers et des cadres et professions libérales en 1982 (en % de la population active des résidences principales). D'après: J. Joly, *Grenoble et son agglomération. Notes et Etudes Documentaires n. 4768*, Edition La Documentation Française, Paris, 1985.

soit 53%, alors qu'elle ne concentrait que 40% de la population. La plus grande part des emplois détenus par les habitants résidant dans la commune-centre ressortit du secteur tertiaire et tout particulièrement des services (53,3%), l'industrie ayant été ramenée à moins d'un tiers de l'ensemble.

L'économie actuelle est d'abord caractérisée, à la différence de celle d'autres villes de la province française, comme Bordeaux ou Reims, par l'absence d'une puissante bourgeoisie industrielle ou d'affaire d'origine locale. Le patronat grenoblois, très actif dans la deuxième moitié du XIXe siècle, lors du décollage économique de la région, a été écarté et marginalisé, tout particulièrement lors de la phase de concentration des entreprises qu'a connu la France à partir des années cinquante. Actuellement, la quasi-totalité du pouvoir de décision ou de commandement des grands établissements industriels installés — ceci est un peu moins pour le tertiaire qui est moins concentré, sauf dans la recherche — appartient aux sièges sociaux des groupes situés à Paris ou à l'étranger. La marge de décision et d'autonomie locale s'en trouve aujourd'hui singulièrement réduite. Les nationalisations, récemment intervenues, ont renforcé cet état de fait et plus de 10.000 emplois sont aussi passés sous le contrôle public depuis 1982. Au total, plus de 60% de l'effectif industriel de l'agglomération dépend des grands groupes français ou étrangers.

Cette prépondérance des entreprises extérieures n'a toutefois pas empêché l'émergence *in situ* de petites entreprises. C'est ainsi que dans le secteur de l'électronique, on assiste depuis une dizaine d'années à la création de sociétés originales, parce que souvent très spécialisées, dans le domaine de la recherche-développement. Les nouveaux créateurs sont pour la plupart des ingénieurs confirmés ayant quitté les établissements locaux des grandes firmes qui les employaient ou des chercheurs issus de

TABLEAU 4 - Effectif des principaux groupes industriels implantés dans l'agglomération grenobloise.

Principaux groupes industriels	Effectif en 1983
Empain-Schneider (électricité - électronique)	9.125
Thomson (électronique - informatique)	3.487
Thôme-Poulenc (chimie)	3.011
Péchiney (métallurgie - chimie)	1.877
Compagnie Générale d'Electricité (électricité - hydraulique)	975
Autres groupes français (papeterie, alimentaire)	7.062
Groupes étrangers (Caterpillar - Hewlett-Packard...)	5.920
Total	31.457

TABLEAU 5 - Répartition de la production grenobloise par grands secteurs.

	1962	1975	1983
Biens d'équipement	39%	48%	53,5%
Biens intermédiaires	38%	36%	34,5%
Biens de consommation	23%	15,5%	12,0%

laboratoires ou de l'Université. Même si l'on est loin de l'importance que revêt ce phénomène dans la Silicone Valley, on se plaît à reconnaître, dans ce comportement, un certain air de parenté.

Un autre trait spécifique de l'économie locale est la relative diversification des productions industrielles intervenue depuis la guerre, notamment dans le secteur des biens d'équipement qui est le point fort du système productif grenoblois.

Aux fabrications relevant de l'équipement hydraulique et électrique, traditionnellement bien implantées et encore très présentes au début des années 60, s'est progressivement substituée une orientation vers l'appareillage électronucléaire, puis de façon plus récente vers l'électronique et l'informatique.

Toutefois, depuis 1974, date à laquelle la ville commence à subir les effets de la crise économique générale, la vive érosion d'effectif qu'ont subi les industries traditionnelles (papeteries, confection, travail du cuir...) n'a pas été compensée par les emplois créés par la croissance de l'électronique. Hors recherche et activités de type tertiaire (sociétés de service), celle-ci ne regroupe actuellement que 9.000 personnes dans l'agglomération, particulièrement dans la fabrication des semi-conducteurs, la construction d'ordinateurs, d'automatismes...

La relation assez étroite qui existe entre l'industrie et la recherche — et qui est bien illustrée dans l'informatique — n'est pas chose récente mais l'implantation par l'État et quelques groupes privés de plusieurs grands organismes de recherche à caractères nationaux et internationaux a joué un rôle décisif dans la mutation de certaines activités locales. En 1959, a été créée le Centre d'Etudes Nucléaires (CENG) qui est un des cinq centres de recherche civile du Commissariat à l'énergie atomique, plus tard, ce fut l'installation de l'Institut Max Von Laue-Paul Langevin (ILL) qui assure les recherches de la France, de l'Allemagne, puis de la Grande-Bretagne, autour d'un puissant réacteur thermique. Au-delà de la recherche fondamentale et théorique qu'assurent ces organismes, Grenoble a vu également se développer plusieurs gros laboratoires plutôt tournés vers la recherche appliquée tels que le laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETI) et le Centre national d'études des

télécommunications (CNET) qui s'ajoutent aux centres de recherche privés de la SOGREAH en hydraulique, ou de Pêchinerie. En compétition avec plusieurs villes européennes, dont Trieste, la cité dauphinoise espère bien accueillir le futur laboratoire européen de rayonnement synchrotron. Au total, ce sont plus de 10.000 chercheurs professionnels qui travaillent sur le site dont 3.000 pour la seule filière électronique. Le gonflement des effectifs tertiaires s'explique aussi par la présence du fort potentiel de formation que représente l'Université qui a elle seule accueilli près de 30.000 étudiants et renforce, par l'ensemble des professions qu'elle génère, la présence des cadres et d'une façon plus générale celle des couches moyennes.

#### 4. Avant l'alternance municipale de 1983: les variations du comportement grenoblois

Les études menées sur Grenoble jusque dans les années 70 mettent en évidence une question centrale dont l'intérêt a été renouvelé avec l'échec de mars 1983: l'implantation et la prépondérance de la gauche, à partir de 1965, étaient-elles le résultat d'une évolution structurelle ancienne et annonçaient-elles une stabilisation durable de cette orientation politique?

Jusqu'en 1946, les grands traits du comportement politique grenoblois<sup>(1)</sup> permettent de dégager une orientation générale en faveur des Républicains, puis des Socialistes. Pourtant, il ne faut pas oublier de souligner deux phénomènes qui nuancent fortement la «tradition de gauche»: d'abord, l'importance du radicalisme jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et surtout le fait que, jusqu'en 1919, il existe un décalage entre les élections législatives, déjà favorables à la gauche, et les élections municipales dans lesquelles les modérés conservent la mairie.

Après la seconde guerre mondiale, le développement de Grenoble, son essor industriel et scientifique vont en faire un véritable symbole de dynamisme. Politiquement, cela va se traduire par des changements qui suivent les mutations économiques et sociales (extension des quartiers périphériques, augmentation de la main-d'oeuvre qualifiée, etc...) (voir 1/e partie). Or, les nouvelles couches sociales qui vont acquérir un rôle prépondérant, n'ont pas véritablement de traditions politiques et vont provoquer des alternances jusqu'en 1965 qui sera le point de rencontre de ces couches sociales, peu sensibles aux idéologies mais attachées aux réalisations concrètes, avec un nouveau style d'action politique parfaitement représentée par les «groupes d'action municipale» (GAM) et la

(1) Voir C. MARIE, *Grenoble, évolution du comportement politique (1881-1965)*. A. Colin - Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris 1966.

personne de M. Dubedout. Conservée par la gauche de 1946 à 1956, la ville sera conquise par une liste dirigée par un gaulliste en 1959, puis reviendra en 1965 à ce qu'on pourrait appeler la «nouvelle gauche» de l'époque.

L'étude synthétique des diverses consultations électorales à Grenoble à partir de 1971 est pleine d'enseignements. Avant les consultations de l'alternance: présidentielle des 26 avril et 10 mai 1981, législatives de juin 1981 et municipales de 1983, la période est riche en consultations de toutes sortes puisque après les municipales de 1971, en laissant de côté, à cause de son enjeu très spécial, le référendum d'avril 1972, vont se dérouler: des élections législatives en mars 1973, des élections cantonales en septembre de la même année, l'élection présidentielle d'avril 1974 à la suite du décès du Président Pompidou, des élections cantonales en mars 1976, les municipales de 1977, les législatives de 1978, de nouveau des cantons en 1979... Cette succession quasi-ininterrompue de consultations électorales, même si leur nature est différente, fournit des éléments d'analyse intéressants pourvu que l'on prenne soin de comparer des unités géographiques comparables (par exemple les cantons urbains).

En effet, si l'équipe de M. Dubedout (alliance socialiste, communiste et divers gauche) est facilement réélue en mars 1971, si la gauche est encore largement majoritaire lors des législatives de mars 1973, les élections cantonales des 23 et 30 septembre 1973 sont importantes à un double titre: en raison du nouveau découpage cantonal qui a conduit à la création de cantons urbains (Grenoble comporte désormais cinq cantons), et en raison de l'évolution politique de la ville, qui dénote un tassement de la gauche, celle-ci restant toutefois majoritaire.

Ainsi, au second tour des élections cantonales de 1973, alors que la gauche ne progresse que faiblement et que les reports de voix ne sont pas parfaits, la droite progresse de + 5%, et dans le premier canton de Grenoble elle est majoritaire en voix; mais un mauvais report des suffrages centristes ne peut empêcher l'élection du candidat socialiste, acquise toutefois de justesse. Grenoble commence à voter moins à gauche que l'ensemble du département de l'Isère.

Aux élections présidentielles de 1974, si M. Mitterrand devance largement ses adversaires au 1<sup>er</sup> tour, l'ensemble des voix de gauche, en y incluant la totalité des suffrages écologistes, est légèrement inférieur au total des voix de droite (40,1% contre 40,6%). Si le score du candidat gaulliste, J. Chaban-Delmas, est faible, il est largement compensé par la progression de V. Giscard d'Estaing. Le second tour verra les voix de gauche reprendre l'avantage (42,5% contre 40,3%), mais l'orientation est nettement moins à gauche que lors des législatives de 1973. L'électorat grenoblois lance un premier avertissement à la gauche.

En 1976, la forte politisation du scrutin, constatée sur le plan national, entraîne à Grenoble une participation plus élevée (+ 12%), alors



que le nombre des abstentions y était traditionnellement beaucoup plus important que la moyenne nationale ou départementale. Les résultats dans les deux cantons urbains comparables (IV et V) font apparaître une progression de la droite, avec notamment l'élection de M. Carignon à l'Assemblée Départementale. Alors que, pour l'ensemble de la France, la gauche était toujours majoritaire (depuis 1967) dans les élections cantonales, les résultats de Grenoble semblent être à contre-courant. Il est vrai que les cantons urbains renouvelables concernaient la partie de l'électorat la plus modérée de la ville.

Les élections municipales de 1977 furent, bien entendu, un test important dans l'évolution du comportement politique de la ville, pour deux raisons principales: l'affaiblissement de la gauche constaté lors des scrutins précédents, le troisième mandat demandé par l'équipe Dubedout, qui, cette fois, se présente en faisant alliance avec le parti communiste.

Les résultats montrent que, si la droite progresse de façon sensible (+3%), elle est encore assez largement distancée (5 800 voix de différence); un abstentionnisme important, des listes en présence plus nombreuses, un score élevé des écologistes seront autant d'incertitudes qui vont peser sur le second tour: celui-ci verra le succès de la liste d'Union de la Gauche, qui bénéficie plus largement de la baisse des abstentions, du vote des jeunes et du report des voix écologistes.

La progression de la droite sera confirmée aux législatives de 1978, bien que celle-ci ne soit pas en mesure d'inquiéter le maire de Grenoble, pour le renouvellement de son mandat de député. Le Parti Socialiste semble toujours être un pôle attractif pour un électoral fidèle.

Alors que les querelles internes à la gauche avaient causé sa défaite sur le plan national aux Législatives de 1978, le maintien de ses positions acquises sur le plan local caractérise les résultats des élections cantonales de mars 1979. Toutefois, l'écart se creuse entre le Parti Communiste qui s'affaiblit et le Parti Socialiste, les abstentions sont nombreuses et dans le premier canton il ne semble pas que le candidat de la droite, ancien chef de file de la liste battue aux municipales de 1977, ait réussi à mobiliser tous ses électeurs potentiels de l'époque.

Malgré le niveau particulièrement élevé des abstentions, les élections européennes de juin 1979 ne confirment pas la prépondérance de la gauche. Grâce à une très bonne performance de la liste UDF (Simone Veil) dans la ville, la droite devient majoritaire (24,4 contre 23,3), le PS recule. L'écart se réduit donc lorsqu'on est en présence de scrutins nationaux, ou dont les enjeux sont plus largement politiques.

Pour nous résumer, dans la période précédant le revirement municipal de 1983, si la gauche reste prédominante dans l'ensemble, elle est néanmoins menacée à la fois par une sorte de lent affaiblissement structurel et par une sensibilité aux enjeux de certains types de scrutin. Les représentants de la gauche conservent encore un crédit auprès des élec-

teurs pour leur gestion locale, mais ils ne sont pas à l'abri de défections dans des élections plus politisées. Par ailleurs, depuis l'échec de 1965 du Dr. Michallon, le personnel politique de la droite n'a pas réussi de véritable percée, aucune personnalité d'envergure nationale ne s'est implantée, certains leaders ont hésité à s'engager pleinement à Grenoble (Aimé Paquet, Guy Cabanel; d'autres comme C. De Battisti sont passés du parti gaulliste au parti socialiste...).

## 5. L'alternance municipale de mars 1983

Alors que la droite est largement battue sur le plan national en 1981 — et Grenoble est l'une des villes qui donne un de ses meilleurs scores à F. Mitterrand — l'opposition, plus unie, mieux organisée, grâce à un travail de longue haleine de son leader aujourd'hui incontesté, Alain Carignon, marque des points dès 1982, lors des élections cantonales, où l'un des cantons fortement orientés à gauche (Grenoble V) est gagné par la droite. Il restait à savoir si le capital de confiance acquis et maintenu par la municipalité Dubedout depuis trois mandats de 6 ans, sortirait encore une fois vainqueur, dans une conjoncture nationale peu favorable à la gauche et dans une ville où, comme ailleurs, la situation démographique a évolué. Pourtant, le maire sortant paraissait confiant, estimant que l'expérience et le « poids » du jeune leader de l'opposition (34 ans) ne seraient pas suffisants face aux acquis de ses trois mandats; d'autre part, devant certaines difficultés internes dues aux divers courants du Parti Socialiste, M. Dubedout n'était pas mécontent de rencontrer, qu'il avait, jusque là, le combat électoral, ses adversaires de droite, qu'il avait, jusque là, toujours réussi à battre. Est-ce là une double erreur de stratégie électorale? S'appuyer sur un bilan de gestion de plus en plus contestée par les Grenoblois, à tort ou à raison, et miser sur une politisation de la campagne alors même que la conjoncture nationale n'était pas favorable à la gauche?... Les villes ne se gèrent plus en 1983 comme en 1965 ou même en 1977... et « l'état de grâce » des lendemains de l'élection présidentielle de 1981 semblait déjà bien loin...

Alors que tous les observateurs s'attendaient à un « duel serré pour ce laboratoire politique » (*Le Monde*, 26 décembre 1982), les chiffres des résultats du 6 mars 1983 constituent une défaite indiscutable pour la municipalité sortante.

On constate que l'écart de plus de 10 000 voix en faveur de l'ensemble de la gauche au 1<sup>er</sup> tour del 1977 (liste DUBEDOUT + liste LO-LCR [extrême-gauche] plus une partie de la liste « GRENOBLE BON SENS » [traditionnel] dont certains électeurs sont de gauche, plus une partie du nombre élevé de voix recueillies par la liste écologiste) se transforme en 1983 en un retard d'environ 5 000 voix. Le gain de la droite, par rapport au

TABLEAU 6 - Elections municipales de Grenoble: résultats comparés du 1er et 2ème tours de 1977 et tour unique de 1983 (pourcentages par rapport aux inscrits).

	Premier tour 1977		Second tour 1977		Tour unique 1983	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Inscrits	84.001		84.001		83.375	
Votants	56.254	66,96	57.535	68,49	57.072	68,45
Suffrages exprimés	55.254	65,87	56.007	66,67	55.678	66,71
Blancs et nuls	920	1,09	1.528	1,81	1.402	1,68
Abstentions	27.747	33,03	26.466	31,50	26.303	31,55
Liste DUBEDOUT (PS-PC-divers)	27.223	32,40	31.500	37,49	24.183	29,01
Liste PARIAUD (en 77 - Droite)	20.523	24,43	24.507	29,17		
Liste CAEYFON (en 83 - Droite)					30.069	36,06
Liste GRENOBLE BON SENS (Radicaux)	1.730	2,05				
Liste GRENOBLE ECONOLOGIE	5.054	6,01				
Liste LO-LCR (Extrême-gauche)	804	0,95				

second tour de 1977, est de plus de 6.000 voix. Si le taux des abstentions reste globalement le même, on note des différences sensibles selon les quartiers (cette analyse sera reprise dans une étude ultérieure détaillée des données sociales et économiques de la ville).

L'ampleur du résultat a créé une surprise, à la fois sur le plan national et sur le plan local. Certes, «l'usure du pouvoir» touche aussi les élus locaux, les divisions au sein du Parti Socialiste et une certaine contestation de la personnalité de M. Dubedout, une campagne moins dynamique que celle de son challenger peuvent apporter des éléments d'explication. Mais, un tel écart n'a été rendu possible que par la défection d'une partie de l'électorat traditionnel de la gauche, de l'électorat séduit en 1965 par la personnalité et le ton «nouveau» donnés à l'action politique locale. L'originalité, le dynamisme, le renouvellement semblent, en 1983, être plus du côté de l'Union de l'opposition. Enfin, il ne faut pas sousestimer l'affaiblissement du Parti Communiste, qui ne peut être mesuré directement puisqu'il y avait, dès le 1er tour, une liste commune, de même que les réticences de certains courants écologistes devant l'entrée de ceux-ci dans la liste d'Union de la gauche. Tous ces facteurs se sont à l'évidence

cumulés, et, battue dès le 1er tour, la gauche n'a pu compter sur des «réserves électorales» qu'un second tour aurait pu tenter de mobiliser...

Ainsi apparaissent plusieurs sortes de facteurs explicatifs, mais la recherche, parmi eux, de ce qui a pu être déterminant n'est pas aisée. Dans un scrutin municipal en milieu urbain, trois séries de facteurs peuvent être regroupés:

— l'évolution de la composition sociologique de l'électorat (le nombre des électeurs, la structure de la population, etc...);

— les facteurs proprement politiques, recouvrant aussi bien l'état de mobilisation des partis politiques soutenant les listes en présence que les réactions de l'opinion et les jugements portés par les électeurs sur les grands problèmes politiques du moment;

— les facteurs personnels et locaux, à savoir «l'image de marque» des listes et, principalement, des personnalités qui en sont les leaders (c'est-à-dire les futurs maires), le thème purement locaux qui peuvent à eux seuls se révéler importants, par exemple, celui de la modération des impôts locaux.

L'évolution quantitative de l'électorat n'est pas significative, puisque le corps électoral n'a que légèrement diminué (—626 électeurs par rapport à 1977) alors que la population globale, comme dans la plupart des villes françaises, passait de 169.740 à 159.503 habitants. L'abstentionnisme (31,55) est tout à fait comparable à celui du second tour de 1977 et moins élevé qu'au 1er tour de 1978, ce qui signifie que la participation des électeurs a été bonne en 1983, dès le 1er tour... qui fut le tour unique! Mais cette mobilisation de l'électorat n'a-t-elle pas plus bénéficié à la liste d'opposition? L'analyse de l'abstentionnisme par quartiers montre que celui-ci est plus élevé dans les quartiers populaires où la gauche est la plus forte: c'est ainsi qu'il s'élève à 32% et 32,55% dans les cantons III et V. On constate également que c'est dans ces quartiers, notamment dans le canton V, que l'écart Gauche-Droite se creuse le plus — par rapport aux consultations précédentes — et que les pertes de la Gauche, par rapport à 1977, sont plus importantes là où l'abstention a augmenté.

Le chiffre des abstentions va de 28% à 40,6%, les sections de vote orientées à gauche donnant les scores les plus élevés, mais il est intéressant de comparer les pertes de la liste de gauche avec à la fois le solde des abstentions et les gains de la liste de droite, par rapport aux municipales de 1977, comme le permet le tableau n. 7 ci-dessous. Il apparaît bien que les gains de A. Carignon de 1983 sur 1977 sont inférieurs aux pertes de H. Dubedout, ce qui confirme l'abstentionnisme de l'électorat de gauche.

Si la répartition des sections de vote entre les plus favorables et les moins favorables n'a pas réellement changé (la droite étant plus forte dans le centre-ville), les progrès réalisés par la liste d'A. Carignon sont importants dans tous les secteurs: par rapport à 1977, les bureaux de vote les plus favorables passant, par exemple, de 42,5 à 49,3, de 40,5 à 46,9 ou de

TABLEAU 7 - Elections municipales de Grenoble de 1983: variations en points des abstentions, des voix de H. Dubedout et de A. Carignon par rapport au second tour de 1977 dans quelques secteurs.

	Pertes de H.	Soldes des Abstentions	Gains A.
Clémenceau	9,57	+ 0,72	7,21
Saint Laurent	8,51	+ 6,59	0,24
Abbaye	13,07	+ 2,28	9,18
Vieux Temple	4,35	- 2,76	6,16
Ile verte	5,21	- 1,72	5,83
Teisseire	17,77	+ 4,99	10,53
Jardin de Ville	3,26	- 3,66	5,75
Hoche	5,77	- 1,57	6,73
Capuche	8,29	+ 1,10	7,44
Mailherbe	11,76	+ 2,90	6,40
Villeneuve	10,59	+ 5,26	2,39
Village Olympique	14,52	+ 7,63	4,34
Jean Jaurès	5,51	- 1,67	6,36
Boissieux	5,44	- 1,48	5,82
Stalingrad	9,06	+ 0,51	6,60
Claude Bernard	17,83	+ 3,30	12,19
Berriat	11,19	+ 0,08	9,77
Joseph Vallier	10,80	- 1,45	10,84
Eaux Claires	11,48	+ 0,17	9,73
Anatole France	12,38	+ 2,66	8,73

30,6 à 45,2 — et dans ceux qui lui sont le moins favorables — les résultats sont moins faibles: par exemple, 10,4 en 1977, 22,8 en 1983, le score le plus bas étant de 17,29 en 1983 (Villeneuve).

L'analyse plus détaillée montre que des gains importants ont été acquis dans certains bureaux, notamment dans le canton V, récemment conquis par la droite. Si, logiquement, les plus mauvais scores des uns correspondent aux meilleurs des autres (faiblesse de la gauche dans le centre-ville), on notera quand même que la gauche enregistre des pertes de suffrages dans toutes les sections de vote (par exemple, pertes de 15 points en moyenne dans les secteurs populaires de Teisseire, Claude Bernard, Abbaye, Village Olympique). La gauche est minoritaire dans 16 des 24 sections, alors qu'elle ne l'était que dans trois en 1977.

TABLEAU 8 - Résultats détaillés par sections de vote. Nombres et pourcentages.

	Insc.	Voants %	Suffrages %	Blancs et nuls %	Abstentions %	Cart. %	Dubedout %	Lo-LCR %	
Clemenceau	3.862	2.617	68,02	2.535	65,64	82	2,12	1.337	32,24
Saint-Laurent	475	282	59,37	275	57,89	7	1,47	193	40,63
Abbaye	4.853	3.287	67,73	3.183	65,59	104	2,14	1.566	32,27
Vieux-Temple	4.228	2.932	69,35	2.877	68,05	55	1,30	1.296	30,65
Ile-Verte	2.607	1.877	72,00	1.836	70,43	41	1,57	730	28,00
Teisseire	1.735	1.135	65,42	1.112	64,09	23	1,33	600	34,58
Total Canton I	17.760	12.130	68,30	11.818	66,54	312	1,76	5.630	31,70
Jardin De Ville	6.406	4.468	69,75	4.371	68,23	97	1,51	1.938	30,25
Hoche	2.419	1.683	69,57	1.650	68,21	33	1,36	1.192	49,28
Capuche	5.701	3.966	69,57	3.886	68,16	80	1,40	1.735	30,43
Total Canton II	14.526	10.117	69,65	9.907	68,20	210	1,45	4.409	30,35
Mailherbe	4.224	2.986	70,69	2.896	68,56	90	2,13	1.238	29,31
Villeneuve	4.793	3.308	69,02	3.218	67,14	90	1,88	1.485	30,98
Village Olymp.	2.012	1.304	64,81	1.249	62,08	55	2,73	708	35,19
Beuvert	976	641	65,68	621	63,63	20	2,05	335	34,32
André-Abry	1.004	670	66,73	653	65,04	17	1,69	334	33,27
Sidi-Brahim	2.468	1.630	66,05	1.588	64,34	42	1,70	838	33,95
Alpins	1.527	1.026	67,19	992	64,96	34	2,23	501	31,81
Total Canton III	17.004	11.565	68,01	11.217	65,97	348	2,05	5.439	31,99
Jean-Jaurès	3.380	2.357	69,73	2.322	68,70	35	1,04	1.023	30,27
Boissieux	6.402	4.466	69,76	4.380	68,42	86	1,34	1.936	30,24
Stalingrad	3.109	2.138	68,77	2.081	66,93	57	1,83	971	31,23
Total Canton IV	12.891	8.961	69,51	8.783	68,13	178	1,38	3.930	30,49
Claude-Bernard	1.219	813	66,69	794	65,14	19	1,56	406	33,31
Berriat	4.225	4.792	66,08	2.724	64,47	61	1,61	1.433	33,92
Joseph-Vallier	6.401	4.374	68,33	4.277	66,82	98	1,52	2.027	31,67
Eaux-Claires	6.339	4.364	68,84	4.239	66,87	125	1,97	1.975	31,16
Anatole-France	3.010	1.956	64,98	1.911	63,49	45	1,50	1.034	35,02
Total Canton V	21.194	14.299	67,47	13.945	65,80	354	1,67	6.895	32,53
Total general	83.375	57.072	68,45	55.670	66,77	1.402	1,68	26.303	31,55
								30.069	36,06
								24.183	29,01
								6.009	28,35
								374	1,76
								50	1,66
								98	1,55
								1.22	1,91
								80	1,89
								24	1,93
								182	1,41
								84	1,31
								45	1,45
								392	2,31
								41	2,69
								48	1,94
								16	1,99
								25	1,94
								33	1,64
								142	2,96
								87	2,06
								184	1,27
								71	1,25
								25	1,03
								88	1,37
								184	1,27

## 6. Conclusion

Les indications fournies, d'une part sur l'évolution des structures démographiques, économiques et sociales et d'autre part sur l'évolution du comportement politique grenoblois ne permettent pas, d'une manière globale, d'établir des corrélations certaines. Des facteurs aussi généraux que le vieillissement d'une population ou les changements de la structure socio-professionnelle peuvent sans doute expliquer des mutations politiques, mais il est difficile de leur attribuer une responsabilité majeure dans la rupture profonde qui s'est produite en mars 1983 à Grenoble, sans se fonder sur des études précises par quartiers et par bureaux de vote, qui mettraient en parallèle ces évolutions sociologiques et les changements dans les résultats électoraux.

Tout au plus peut-on constater que, dans années 60, deux phénomènes sont allés de pair: le développement démographique accompagnant un essor scientifique et industriel et la prépondérance d'un courant politique représenté par une gauche dynamique née en dehors des partis politiques traditionnels et qui alimentera, dans les années 70, le renouvellement et la progression du Parti Socialiste.

Mais deux phénomènes vont transformer ce paysage socio-politique à la fin des années 70: d'abord le retour à une certaine emprise des organisations partisans, c'est-à-dire une sorte de vieillissement de cette gauche qui, dans ses jeunes années, avait séduit beaucoup d'électeurs, puis la crise financière qui va affecter la gestion des grandes villes, comme on le constate dans la plupart des pays. Celles-ci deviennent de plus en plus des lieux d'aide sociale et retirent l'essentiel de leurs moyens de subventions, l'importance de leurs interventions ne leur permettant plus de faire face à la demande avec les ressources provenant des impôts locaux. Il semble donc que l'on assiste à une véritable rupture d'ordre structurel qui, dépassant le clivage Droite-Gauche, conduit les gestionnaires actuels des collectivités locales à s'engager dans la voie d'un interventionnisme moins poussé. Or, Grenoble, ville «exemplaire» dans les années d'expansion, va connaître une rupture d'autant plus forte que le niveau de développement des interventions publiques locales était élevé. Dans la conjoncture des années 1982-1983, ce sont les gestionnaires se réclamant des divers courants de l'opposition de droite qui apparaissent comme les mieux placés pour mener cette nouvelle politique de limitation du secteur public local. Il s'agit certainement là d'un facteur important qui, lié à ceux de la structure de l'électorat, explique l'importance de l'écart constaté dans le changement municipal de 1983. On serait tenté de dire que Grenoble est donc encore une fois, dans cette nouvelle étape, une ville «exemplaire» inaugurant la voie des mutations structurelles que connaissent les villes françaises.

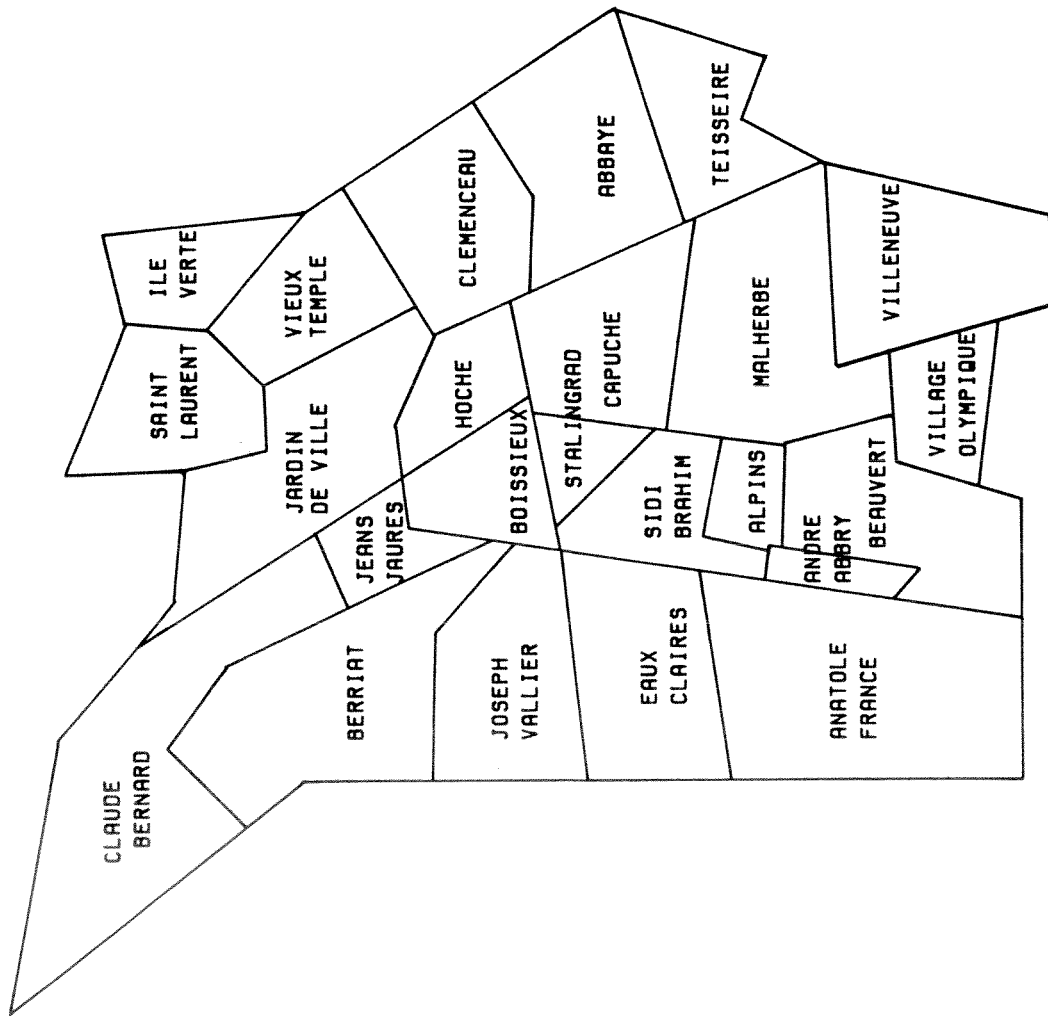


Fig. 4 - Découpage simplifié des 24 sections de vote.